



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire du – 2 AVR. 2024
portant modification des conditions d'exploitation
de la carrière de granite située lieux-dits *le Lac Bas, Fontcrabe et
L'Oustalet* sur le territoire de la commune de Burlats.**

Le préfet du Tarn,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 20 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023, portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 16 février 2024 donnant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 autorisant la SARL LES GRANITS DE SEPT-FAUX domiciliée 3 rue de l'Arc Boisé – 81100 Castres, à exploiter une carrière de granite située lieux-dits « *le Lac Bas, Fontcrabe et L'Oustalet* » sur le territoire de la commune de Burlats ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance déposé en préfecture du Tarn le 17 avril 2023, puis complété le 24 juillet 2023, présentant une demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière de granite située lieux-dits « *le Lac Bas, Fontcrabe et L'Oustalet* » sur le du territoire de la commune de Burlats ;
- Vu** la participation du public par voie électronique organisée du mardi 9 janvier 2024 au mardi 23 janvier 2024 sur le projet de modification susvisé ;
- Vu** le rapport et l'avis de l'inspection des installations classées en date du 12 février 2024 ;

- Vu** le courrier adressé le 12 mars 2024 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu** le courriel du pétitionnaire en date 21 mars 2024 sans observation ;

- Considérant** que l'approfondissement de la cote d'extraction de 20 m vise à exploiter un massif granitique compact sur la zone exploitable la plus productive de la carrière ;
- Considérant** que la redéfinition du phasage n'étend pas la zone exploitable du site ;
- Considérant** que la demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter respecte les dispositions de l'article R. 181-49 du code de l'environnement qui impose que la demande soit adressée au préfet au moins six mois avant la date d'expiration de l'autorisation en cours ;
- Considérant** que la prolongation de l'autorisation de 10 ans permettra une exploitation plus complète de la ressource naturelle ;
- Considérant** que la modification de la remise en état ne porte que sur l'approfondissement résiduel en fin d'exploitation et qu'elle conserve sa vocation initiale ;
- Considérant** que les garanties financières sont adaptées au nouveau phasage de l'exploitation ;
- Considérant** que le périmètre de l'autorisation et la production maximale autorisée sont inchangés ;
- Considérant** que les nouveaux aménagements ne sont pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46. I du code de l'environnement ;
- Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;
- Considérant** qu'aucune observation n'a été recueillie lors de la participation du public susvisée ;
- Considérant** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres

ARRÊTE

Article 1 :

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 4

La production annuelle maximale est de 3 000 tonnes.

Article 2 :

Les dispositions du premier alinéa de l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Article 5 :

L'autorisation, valable jusqu'au 30 novembre 2038 inclus, est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété ou des contrats de foretage dont est titulaire le bénéficiaire.

Article 3 :

Les dispositions de l'article CE 2 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 2 :

L'exploitation est limitée à la cote 400 m NGF.

Article 4 :

Les dispositions de l'article CE 7 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 7 :

L'exploitation porte sur une épaisseur maximale de 60 m et les cotes minimales d'extraction de 400 m NGF sur la zone Ouest et 435 m NGF sur la zone Est du site.

Article 5 :

Les dispositions de l'article CE 9 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 9 :

Le plan d'exploitation respecte notamment les points suivants :

- l'extraction des matériaux est réalisée avec des fronts de hauteur maximale de 7,5 m et des banquettes de 5 m de largeur minimale ;
- l'exploitation est menée sur deux zones, l'une située à l'Ouest du site et l'autre à l'Est du site ;
- dès la première phase, l'exploitation atteint les cotes minimales sur les deux zones Ouest et Est (400 m NGF et 435 m NGF) ;
- lors des phases suivantes, la progression de l'extraction est réalisée vers le Nord sur les deux zones Ouest et Est ;
- les travaux d'exploitation sont réalisés selon les plans de phasage figurant aux **annexes 1 à 3** du présent arrêté.

Article 6 :

Les dispositions de l'article CE 15 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 15 :

La remise en état est effectuée conformément aux engagements pris dans le dossier de porter à connaissance déposé en préfecture du Tarn le 17 avril 2023 puis complété le 24 juillet 2023.

En voici les principales caractéristiques :

- remblayage des fonds de fouille avec les stériles d'exploitation,
- régalaie d'arènes granitiques et de terres de découverte sur les zones remblayées,

- reprise naturelle de la végétation.

Les stériles de l'exploitation sont employés pour la remise en état des terrains exploités.

Article 7 :

Les dispositions de l'article CE 16 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

CE 16 :

La remise en état est conforme aux schémas et coupes figurant aux **annexes 4 à 6** du présent arrêté.

Article 8 :

Les dispositions de l'article CE 21 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé sont abrogés.

Article 9 :

Les dispositions de la section « GARANTIES FINANCIÈRES » annexée à l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

GF 1 : Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA).

Ce montant est fixé à :

Période	Montant
Phase 1 (fin 2023 – 30 novembre 2028)	47 985 €
Phase 2 (1 ^{er} décembre 2028 – 30 novembre 2033)	68 683 €
Phase 3 (1 ^{er} décembre 2033 – 30 novembre 2038)	83 977 €

L'indice TP 01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est de novembre 2023 : **130,3**.

Le taux de la TVA qui est appliquée est de 20 %.

GF 2 : Établissement des garanties financières

Avant la mise en activité de l'installation dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 en base 2010.

GF 3 : Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. Lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité du présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins 6 mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières. Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins 6 mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel 31 juillet 2012 modifié, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le Préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.

GF 4 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à **l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004** susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. Le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

GF 5 : Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies au présent arrêté.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au Préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins 6 mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

De plus, toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état de la carrière est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation selon l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

GF 6 : Modification des modalités de constitution des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières.

GF 7 : Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code.

Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

GF 8 : Appel des garanties financières

Le préfet peut faire appel aux garanties financières dans les conditions fixées par l'article R. 516-3 du code de l'environnement :

- soit après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8, en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

GF 9 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 10 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

« Article R. 181-51 du code de l'environnement :

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa [de l'article R. 181-50](#), l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration ».

Article 11 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Burlats en vue de l'information des tiers.

Cet arrêté est affiché par les soins du maire de Burlats dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée de quatre mois.

Article 12 : Exécution

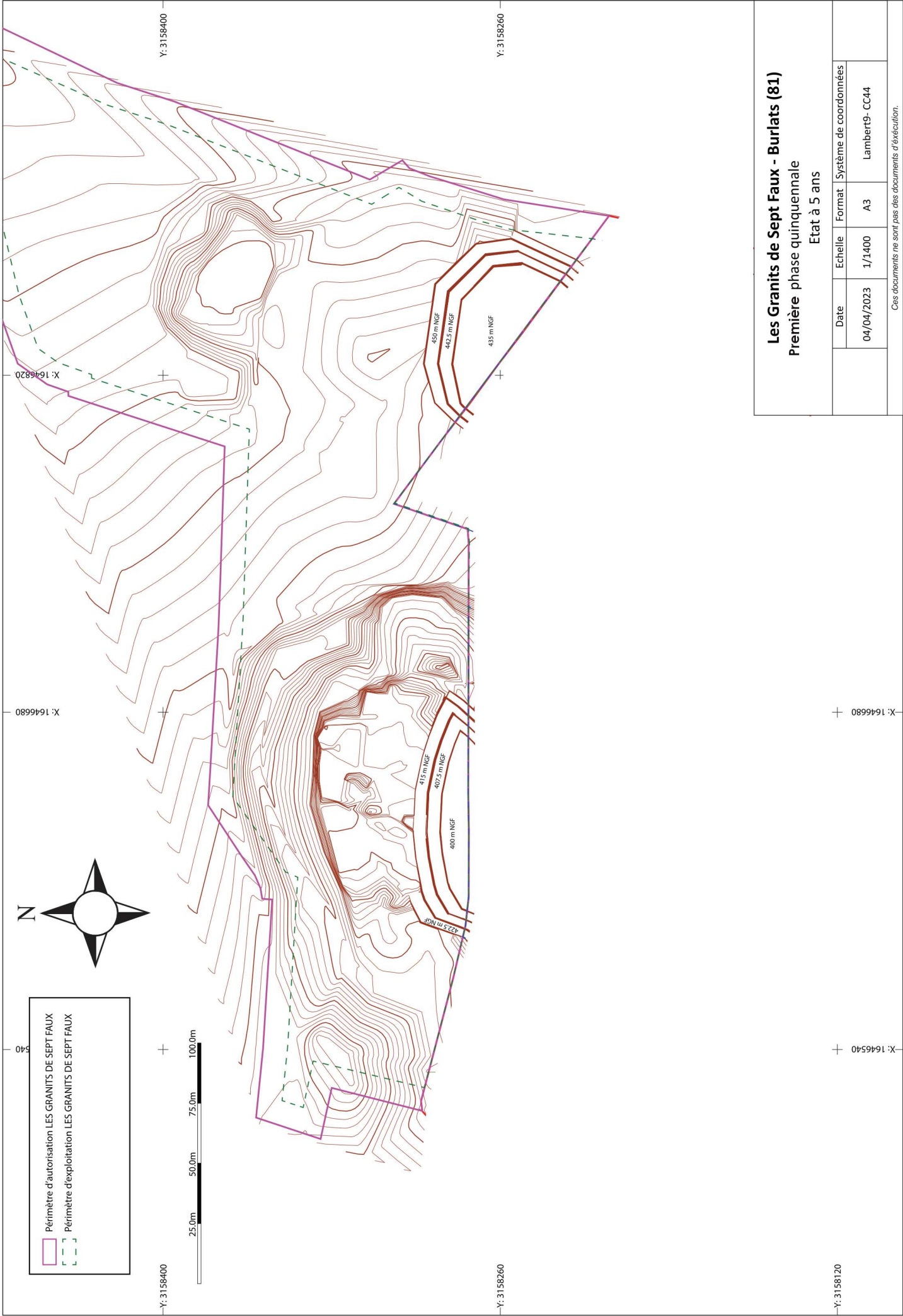
Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de Burlats sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la SARL LES GRANITS DE SEPT-FAUX.

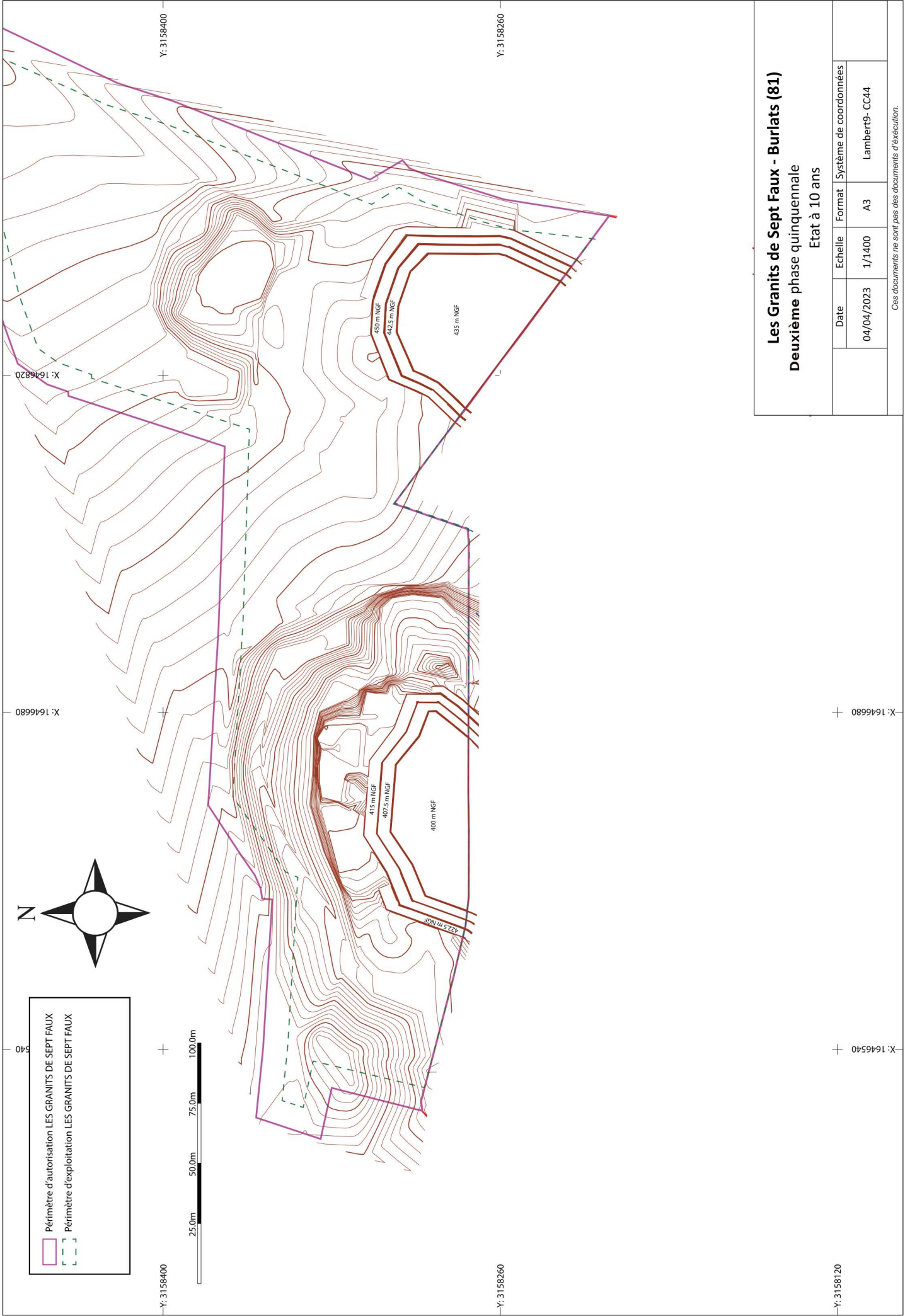
Fait à Albi, le – 2^e AVR. 2024

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO

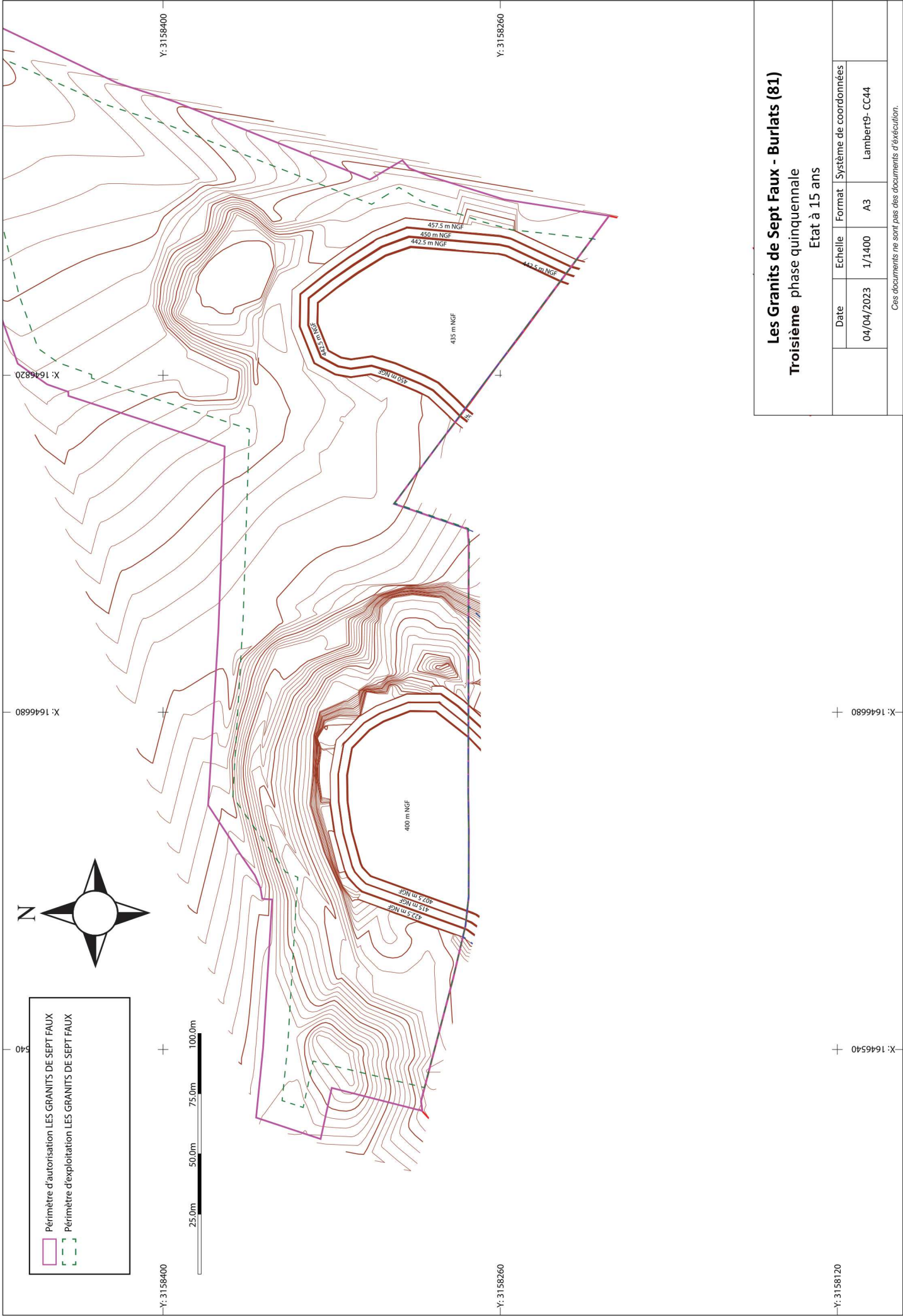




Les Granits de Sept Faux - Burlats (81)
Deuxième phase quinquennale
Etat à 10 ans

Date	Echelle	Format	Système de coordonnées
04/04/2023	1/1400	A3	Lambert9- CC44

Ces documents ne sont pas des documents d'exécution.



Les Granits de Sept Faux - Burlats (81)
Troisième phase quinquennale
Etat à 15 ans

Date	Echelle	Format	Système de coordonnées
04/04/2023	1/1400	A3	Lambert9- CC44

Ces documents ne sont pas des documents d'exécution.

Annexe 4 : Plan du réaménagement final



LES GRANITS DE SEPT FAUX - FOSSE OUEST
COUPE A

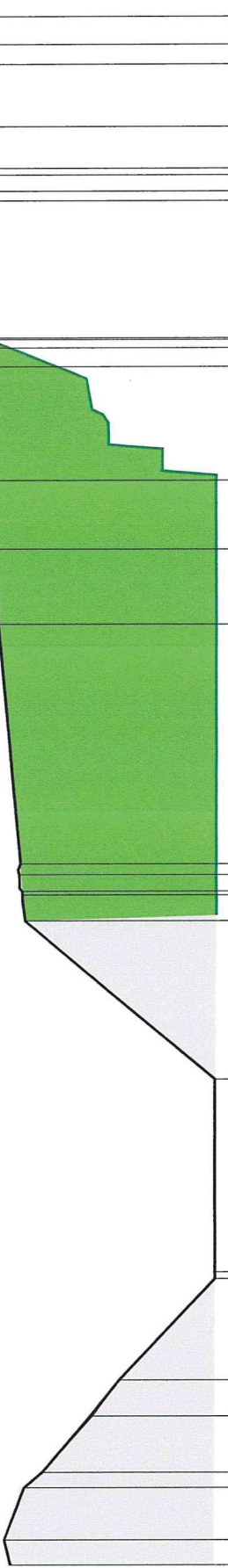
- Modalités de remise en état
- Surfaces remblayées + régalaage de terre végétale

CARRIERES D'OCCITANIE

LES GRANITS DE SEPT FAUX

SUD-OUEST

NORD-EST



Echelle X : 1/647
Echelle Z : 1/647

Plan Comp : 396.00m

Terrain	Z		D		Pentes terrain	
	0.000	428.69	3.509	429.53	7.305	426.70
	12.950	424.23	7.907	5.050	14.192	40.098
	41.029	400.00	26.993	58.022	16.958	90.106
	98.290	427.10	96.702	427.27	98.290	427.10
	94.260	426.83	94.260	426.83	94.260	426.83
	90.106	426.46	90.106	426.46	90.106	426.46
	10.639		10.639		10.639	
	0.000		0.000		0.000	
	100		100		100	
	10.639		10.639		10.639	
	9.31		9.31		9.31	
	2.58		2.58		2.58	
	5.95		5.95		5.95	
	2.94		2.94		2.94	
	15.81		15.81		15.81	
	21.77		21.77		21.77	
	66.33		66.33		66.33	
	7.62		7.62		7.62	
	89.86		89.86		89.86	
	79.01		79.01		79.01	
	4.09		4.09		4.09	
	38.94		38.94		38.94	
	21.0157	455.96	21.0157	455.96	21.0157	455.96
	02.974	454.86	02.974	454.86	02.974	454.86
	86.932	454.70	86.932	454.70	86.932	454.70
	4.09		4.09		4.09	

LES GRANITS DE SEPT FAUX - FOSSE EST COUPE B